



TRANSITION FORUM

COMMITTED TO AN ECOLOGICAL TRANSITION

LE TEMPS DES SOLUTIONS

6^{ÈME} ÉDITION – Paris les 14 & 15 novembre 2023

Orangerie d'Auteuil, 2 Bd d'Auteuil, 75016 Paris

Résumé des sessions

JOUR 1 – 14 novembre 2023

DISCOURS D'OUVERTURE – Lionel Le Maux (Aqua Asset Management)

La transition écologique est passée de « nice to have » à « must have ». Par ailleurs, en tant qu'investisseurs, on ne peut plus se contenter d'un engagement de moyens, **il faut aussi un engagement de résultats**, qui ne doivent pas être uniquement des plans sur 2030 et 2050 : le temps des solutions – qui ne sont pas uniquement techniques ou financières – c'est déjà celui des prochains mois.

On assiste à une polarisation et à une radicalisation des opinions sur la transition écologique : plus que jamais, un projet commun désirable est nécessaire. La jeunesse est au cœur de ces enjeux, elle apporte une vision différente et doit s'emparer de ces sujets.

Deux lignes de forces vont structurer l'avenir : **l'énergie chère et la valeur des externalités**. L'ambition du Transition Forum est d'être capable d'apporter un discours, une réalité sur les solutions.

CARBONE FOSSILE, CARBONE VIVANT

Dans cette keynote d'ouverture, **Christian de Perthuis** rappelle que climat et biodiversité sont intrinsèquement liés ; la biodiversité ne doit pas être considérée comme un luxe mais bien une nécessité au même titre que le climat.

La neutralité climatique et la neutralité carbone impliquent une **transformation profonde** de notre société. Il y a d'abord la **transition énergétique**, qui a deux volets : **l'investissement** dans les énergies renouvelables et le **désinvestissement** dans les énergies fossiles, autrement dit la reconversion des actifs actuellement dédiés à ces énergies (actifs financiers et humains, infrastructures). Ici, les questions **d'égalité d'accès** à l'énergie et de **redistribution** sont centrales. Et il y a la **transition agro-climatique** qui s'appuie sur trois composantes : l'agriculture, la demande et la protection des puits de carbone.

Si, sur le « carbone fossile », l'enjeu est de réintroduire de la rareté, sur le « carbone vivant » il est de réintroduire de la *biodiversité*.



DECARBONER L'INDUSTRIE

Isabelle Kocher de Leyritz (Blunomy) invite à explorer une **nouvelle vision du « succès »** et à inventer des solutions qui nous permettent d'aller vers ce futur désirable. **L'exploration, l'innovation et l'anticipation** sont au cœur de la décarbonation de l'industrie. Pour cela, il est nécessaire de valoriser les explorateurs, de se former à cette exploration et de créer des conditions de coopération entre toutes les parties prenantes pour la mener à bien.

RECONSTRUIRE UNE INDUSTRIE PERFORMANTE ET SOUTENABLE

Cette table ronde, qui a réuni **(Re)set**, **GRTGaz**, **Chamatex**, **Sweep** et **ACC**, a permis de présenter des **projets concrets de décarbonation** (ex : la relocalisation en France de la production de chaussures de sport menée par **Chamatex**), et de **nouveaux outils de mesure et d'accompagnement des entreprises**, portés notamment par **(Re)set** et **Sweep**.

Divers enjeux et challenges ont été identifiés, des impacts de la **nouvelle réglementation (CSRD)** à l'exigence **de transparence** adressée par les consommateurs et clients aux entreprises, en passant par la nécessité de prendre en compte **tous les aspects de la transition** – réduction d'émissions de CO₂ mais aussi économie des ressources et préservation de la biodiversité – ou encore de **combiner investissements privés et publics** pour accompagner les mutations de l'industrie en répartissant au mieux les risques. L'impératif de concilier **temporalité** et **rentabilité** émerge aussi des échanges.

LA MARGE DECARBONÉE

C'est de l'insuffisance constatée des notations ESG pour mesurer les performances extra-financières qu'est née la « **marge décarbonée** », portée par **Getlink** et présentée par **Vincent Ducros**. Cet indicateur, anticipant une facture carbone à venir, permet d'évaluer la résilience climatique d'une entreprise.

DEMOCRATISER LE FINANCEMENT AU SERVICE DE LA TRANSITION

Le **financement participatif** est une solution compétitive et rentable de financement de projets. L'action sur le terrain menée par **Lendosphère**, spécialisée dans la transition énergétique (EnR, décarbonation...), permet à la fois de répondre aux exigences de transparence des investisseurs et d'ancrer localement les projets, favorisant leur acceptabilité en créant les conditions d'un partage de la valeur directe sur le territoire. **La dette privée**, a ainsi un rôle à jouer.



REINVENTER LA MOBILITE

Jean-Baptiste Djebbari rappelle que le contexte mondial de croissance démographique et d'émergence de classes moyennes induit une **connectivité accrue** et un **développement de la mobilité**. Ce dernier a plusieurs limites, dont, en particulier, la **pollution** et le **coût** individuel ou collectif. La maîtrise des nouvelles technologies à travers la mise en place de mécanismes de régulation, notamment à l'échelle européenne, est également nécessaire. Plusieurs impératifs doivent être conciliés : les changements impulsés ne doivent pas l'être au prix des **libertés individuelles**, de la **prospérité collective** ou encore des enjeux **industriels** et **économiques**. J.-B. Djebbari invite à favoriser la **complémentarité des transports** plutôt que leur opposition et à accompagner ce secteur vers un avenir désirable sans se départir d'une attitude résolument optimiste.

TERRITOIRES : ACCOMPAGNER LES NOUVEAUX USAGES

Cette table ronde a permis à **Keolis**, **Safra** et **Retrofleet** d'échanger sur les nouveaux **usages** et **modes** de mobilité qui émergent dans le contexte actuel de décarbonation du secteur. Cette dernière recoupe des questions environnementales et climatiques, mais aussi de santé publique (qualité de l'air). Les **transports en commun** et le **rétrofit** en particulier sont mis en avant, en tant que solutions vertueuses à encourager et à développer.

Plusieurs leviers sont présentés, notamment **l'action sur la demande**, pour favoriser un changement de comportement des usagers, et **l'action sur l'offre**, qui doit s'adapter à ces nouveaux usages tout en restant attractive. **Une action politique incitative** est aussi nécessaire. De nombreuses questions sont également soulevées : quel matériel utiliser, quelle énergie et quel mode de production énergétique, comment faire des économies, quels services proposer aux aires de recharge... La complexité réside notamment dans la **multiplicité des réponses possibles selon le contexte et l'usage**. Un aspect clé est de prendre en compte le coût total d'usage.

DEVELOPPER LE FLUVIAL POUR LES MARCHANDISES

Emilie Carpels (**Ikea**) présente l'inclusion du **transport fluvial dans la logistique de livraison du dernier kilomètre** de son entreprise en région parisienne. Cette innovation, soutenue par Haropa et Voies Navigables de France, a de multiples avantages : elle émet cinq fois moins de CO₂ à la tonne transportée que le transport routier et permet de fiabiliser les temps de livraison en évitant les embouteillages routiers. Elle participe donc à la satisfaction des clients.

INNOVATION ET MOBILITE

Romain Krawczyk (**InnoEnergy**) rappelle le **rôle central des investisseurs**, que ce soit en termes de financement ou de services d'accompagnement, pour développer des solutions aux défis liés à l'augmentation du volume des flux de personnes et de marchandises. Par exemple, la réduction du coût et l'augmentation de l'autonomie des batteries, ou encore le développement des infrastructures sont au cœur de la massification de l'adoption de véhicules électriques.



ALERTE SUR LA PERTE DE LA BIODIVERSITE

Bruno David (MNHN) insiste sur le besoin d'histoire naturelle pour lutter contre « *l'ignorance culturelle* » et « *l'amnésie environnementale* », et prendre conscience que nous sommes face à une crise **multifactorielle** et **insidieuse**. Nous sommes au début de la trajectoire de la « *sixième extinction* », et nous avançons très vite. Les changements majeurs à venir **vont d'abord et surtout impacter nos sociétés** et leur fonctionnement ; toutefois, étant à l'origine du problème, nous pouvons aussi penser des solutions : « *on peut [...] bouger, sous réserve de vouloir le faire.* »

Pour cela, B. David invite à **sortir d'une logique de territoires**, qu'ils soient spatiaux ou sociétaux ; il faut agir partout et faire dialoguer les parties prenantes. Nous devons réfléchir autrement et « *adapter nos pratiques aux changements de l'environnement, et non [...] l'inverse* ». Par ailleurs, la biodiversité doit être **pensée en amont** dans les stratégies des entreprises. B. David rappelle que le rôle de ces dernières « *est absolument central [...]* » puisque « *[c]'est là que se passent les choses* », et appelle à sortir d'une « *logique d'affrontement* » pour **réconcilier démarche écologique et économique**.

DE NOUVEAUX ACTEURS S'ENGAGENT DANS LA PROTECTION ET LA RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE

Des représentants de Tara Océan, de l'Office français de la biodiversité (OFB) et de Forestry France rappellent que **la biodiversité étant en danger**, elle doit être **valorisée, protégée et restaurée**, que ce soit par le **secteur public** ou **privé**. Il y a aussi un impératif de **connaissance** : comprendre permet de prédire, d'anticiper et d'agir efficacement et de manière cohérente.

Les enjeux sont d'autant plus importants que ces dernières années, le sujet climatique a mobilisé tous les acteurs au détriment de la biodiversité. Pourtant, celle-ci est au cœur de **l'adaptation au changement climatique**. Par ailleurs, comme le rappelle **Matthieu Delabie (OFB)**, « *la biodiversité est le socle qui soutient l'économie* » et de ce fait, « *on perd une valeur collective à chaque fois qu'on perd de la biodiversité* ».

0 PLASTIQUE D'ICI 2040

Patricia Blanc (Ademe) met en exergue notre échec à enrayer les « **fuites de plastique** » : 20 millions de tonnes finissent chaque année dans l'environnement. Selon elle, si nous n'arrivons pas à nous défaire du plastique, c'est pour des raisons culturelles mais aussi économiques.

Tous les pays n'ont pas la même stratégie sur le plastique : certains investissent sur le recyclage, d'autres, comme en Europe, plutôt sur la réduction. Au niveau mondial, les discussions commencent à émerger. Ainsi, en 2022, un **accord pour un traité international contraignant sur le plastique** a été passé, engageant deux ans de négociations sous l'égide de l'ONU pour construire ce traité. Il y a encore beaucoup à faire, notamment en termes **d'innovation**, en ce qui concerne le **réemploi**.

JOUR 2 – 15 novembre 2023

DISCOURS D'OUVERTURE – Lionel Le Maux (Aqua Asset Management)

Le risque a une place centrale dans nos sociétés. Il ne faut pas être pétrifié par ce risque, sinon on ne pourra plus explorer ; or, l'exploration est primordiale : pour réussir, il va falloir oser. Le TRANSITION FORUM rassemble des personnes qui ont des idées afin qu'elles les partagent et qu'elles osent les mettre en œuvre, pour réussir notre lutte contre le changement climatique.



Se loger

ADAPTER LA VILLE A DES TEMPERATURES ELEVEES

Elisabeth Laville (Utopies) dresse tout d'abord un état des lieux : « *nous ne connaissons pas, de notre vivant, de baisse des températures* », la trajectoire actuelle des Etats étant de +3°. Ainsi, en 2050, les villes auront la température de celles qui sont situées 1000 km au sud. Cette hausse des températures est un **risque dont les conséquences sont mal connues et sous-estimées** ; elles pourraient coûter plus de 10% du PIB des villes en 2100. Par ailleurs, « *émerge l'idée que [...] le confort climatique est un nouveau droit fondamental de l'être humain* », renvoyant aux notions d'égalité et de justice environnementales.

E. Laville propose quelques règles pour permettre l'adaptation : éviter la « *mal-adaptation* », connaître les villes et ses habitants via la data, gérer l'inévitable (plans d'action et outils de gestion de crise), éviter l'ingérable (réponses long terme pour réduire la vulnérabilité), mobiliser les habitants (décision et action locales), cultiver la diversité pour rendre la ville anti-fragile, et enfin étendre l'anti-fragilité des infrastructures aux attitudes et aux cultures.

S'il y a un coût des températures extrêmes, il y a aussi des **bénéfices cachés à l'adaptation climatique** : gains d'emplois et création d'entreprises, plus d'efficacité énergétique, meilleure qualité de l'air, plus de bien-être individuel et collectif, plus d'équité sociale et de solidarité...

EFFICACITE ET SOBRIETE ENERGETIQUE DES BÂTIMENTS

Lors de cette table ronde, les enjeux de **décarbonation des bâtiments**, de **régénération urbaine** et de mise en place de **projets de transition énergétique** ont été abordés par des représentants de **Nexity**, **Enerlis** et **Boucl Energie**.

La **réglementation**, qui permet d'accélérer le déploiement des solutions, est intrinsèquement liée à une **demande sociale forte**. Ainsi, **Guillaume Ayné (Boucl Energie)** parle de « *consommacteur* ». Les normes et le volontarisme des acteurs doivent être accompagnés d'un **signal prix**. Le **recrutement** et la **formation** sont également des enjeux majeurs, que ce soit de la main d'œuvre ou des dirigeants politiques et d'entreprises. Un des défis est de combiner d'une part les impératifs de **rapidité**, de **massification** et de **systématisation** et d'autre part la nécessité de respecter les **spécificités** du tissu urbain et de l'écosystème local. La construction modulaire est une piste de réponse.

CONSTRUIRE LA VILLE SUR LA VILLE

Le concept de « reconstruction de la ville sur la ville » est une réponse apportée aux défis de l'objectif ambitieux de « Zéro Artificialisation Nette » en 2050. Elle suppose d'intégrer dans la planification urbaine **l'incertitude** face à ce que sera la ville de demain, dans le climat de demain.

La **rénovation**, qui émet 20% de carbone en moins par rapport au processus de démolition et de reconstruction, est une solution vertueuse qui s'applique tant à des friches qu'à des logements et bureaux vacants qui ne sont pas adaptés à la demande. La difficulté réside dans la nécessité de faire du **sur-mesure**. Pour **Morgane Colombert (Efficacity)** « *ce qui fait la ville [...] ce n'est pas uniquement une somme de bâtiment, c'est aussi un certain nombre de relations sociales* », d'où la nécessité **d'engager les différentes parties prenantes** dans les projets de reconversion et de reconstruction de la ville sur la ville.



Se nourrir

NOURRIR SANS DETRUIRE AU 21E SIECLE

Notre modèle productiviste actuel, dépendant des produits phytosanitaires, a atteint des limites : outre notre incapacité à atteindre la souveraineté alimentaire malgré des ressources *a priori* suffisantes et la dévalorisation de l'emploi et du travail agricoles qu'il a induit, il a aussi des conséquences néfastes sur le vivant (biodiversité et santé humaine). Ainsi, **2,3 milliards d'euros de coûts sociaux** sont associés à l'usage des pesticides en Europe contre des **bénéfices estimés à moins d'1 milliard** (Basic, 2022).

L'**agriculture biologique** (10% des surfaces agricoles et 20% du travail agricole) fait partie des solutions. Ainsi, sur les parcelles bio, il y a un gain de plus de 30% de biodiversité. Or, selon **Harold Levrel (AgroParisTech)**, « *sur un pays comme la France, imaginer passer au tout bio n'a rien d'aberrant* ». Pour cela, il est nécessaire de **réinvestir dans de nouvelles technologies et dans la recherche** qui reste focalisée sur le modèle conventionnel et industriel. Les **subventions** aussi ont un rôle à jouer, pourtant, la France est le seul pays d'Europe qui en donne moins au secteur bio qu'au secteur conventionnel. Il convient aussi de se questionner sur les **modes de consommation** et sur les **prix**. La **vente directe** (seulement 10% de la vente de bio aujourd'hui) est une piste à explorer pour faire baisser le prix des produits bio.

AGRICULTURE REGENERATRICE ET PASSAGE A L'ECHELLE

Impact du dérèglement climatique sur les cultures, augmentation du prix des matières premières et de l'énergie, vieillissement et isolement des agriculteurs, tension entre épuisement des sols et nécessité d'augmenter la production : **le système agricole est à bout de souffle**. Comment retrouver un **modèle profitable et durable** ?

La **permaculture**, boîte à outils pour un système de production alimentaire biomimétique, l'**agriculture régénératrice**, ensemble de pratiques qui assurent le maintien de la matière organique et la fertilité des

sols, et **l'agriculture biologique**, label qui correspond à un cahier des charges, font partie des réponses. Toutefois, **le bio traverse une crise structurelle** : le marché doit être reconstruit pour que l'offre rencontre une demande, et pour ce faire, il faut commencer par **informer les citoyens**. Le projet de **fermes coopératives** de Perrine Bulgheroni (à l'origine de la **ferme du Bec-Hellouin**), permettant la mutualisation des coûts et la mise en place de synergies agricoles, est aussi une solution pour **pérenniser l'agriculture vivrière**.

Au sein des entreprises, la tension entre **l'obsession du court terme et le temps long de transformation de l'agriculture**, ainsi que **l'action en silo**, sont des contraintes qui empêchent les projets de passer à l'échelle. Selon Cécile Cabanis (Tikehau Capital), « *il faut arrêter de se battre sur les noms et les concepts, il faut agir* ».

POUR UNE AGRICULTURE DU VIVANT : QUELS NOUVEAUX MODELES POUR ACCELERER LA TRANSITION ?

En France, il manque un **projet commun et viable** pour permettre la transformation du monde agricole. Si les entreprises et les syndicats agricoles commencent à se mobiliser, il faut réussir à **mobiliser des acteurs publics**.

Il existe des outils pour accompagner les agriculteurs dans leur transition, mais ils sont coûteux et parfois difficiles à utiliser. Anne Trombini (**Pour une agriculture du vivant**) présente « *l'indice de régénération* » qui permet en quelques heures de faire un état des lieux d'une ferme et d'identifier des axes de progression. Basé sur des données scientifiques, il permet ensuite de faire le lien avec les indicateurs de reporting traditionnels.

Un des défis de la transition est le partage des risques entre les acteurs. Actuellement, des « *coalitions territoriales innovantes* » sont mises en place dans les Hauts-de-France ; elles regroupent des acteurs qui souhaitent **travailler ensemble et mutualiser les ressources**.

COMMENT CREER DE LA VALEUR SUR SON ENTREPRISE AGRICOLE ?

Dans le secteur agricole, on ne parle pas d'entrepreneurs ou de chefs d'entreprise : il est nécessaire de **projeter un nouvel imaginaire sur le métier d'agriculteur**, et de changer de vocabulaire. Pauline Goubault présente le programme tremplin mis en place par l'association **Hectar** pour accompagner des porteurs de projets agricoles participant à la transition du secteur.

Replays : <https://event.transition-forum.org/fr/sessions>

Vidéo best-of et galerie photos : <https://event.transition-forum.org/fr/content/galerie-2023>